Le Nobel de la paix à l'opposante vénézuélienne Maria Corina Machado

Le prix Nobel de la paix 2025 a été décerné vendredi à la cheffe de l'opposition vénézuélienne Maria Corina Machado, 58 ans, figure emblématique de la résistance au régime chaviste. Le comité Nobel norvégien salue en elle « l'un des exemples les plus extraordinaires de courage civique en Amérique latine » et souligne son rôle déterminant dans la réunification d'une opposition longtemps divisée autour d'un objectif commun : obtenir des élections libres et un gouvernement représentatif.
Ingénieure de formation et mère de trois enfants, Machado s'est engagée en politique au début des années 2000 lors de la campagne pour un référendum contre Hugo Chávez. Depuis, elle a consacré sa vie à la lutte contre le régime chaviste, devenu, selon le comité Nobel, un « État autoritaire brutal ». Empêchée de se présenter à la présidentielle de 2024 malgré sa popularité et son statut de favorite, elle vit désormais dans la clandestinité au Venezuela, refusant l'exil malgré les menaces.
Le comité Nobel justifie son choix en soulignant son combat inlassable pour les droits démocratiques du peuple vénézuélien et sa volonté de promouvoir une transition pacifique vers la démocratie. Depuis 2013, le pays est dirigé par Nicolás Maduro, héritier politique de Chávez, sous lequel le Venezuela est passé d'un État relativement prospère à une nation plongée dans une grave crise humanitaire et économique. Près de huit millions de Vénézuéliens ont quitté le pays, rappelle le président du comité, Jørgen Watne Frydnes.

Trump voulait avoir le prix

Ce Nobel écarte plusieurs favoris médiatiques, notamment le président américain Donald Trump, qui, revenu à la Maison-Blanche en janvier pour un second mandat, espérait recevoir la distinction. Il affirmait « la mériter » pour son rôle dans la résolution de divers conflits, une prétention jugée largement exagérée par les observateurs.
Maria Corina Machado succède à Nihon Hidankyo, association japonaise de survivants des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki, lauréate du Nobel de la paix 2024 pour sa lutte contre l'arme nucléaire.
La saison des Nobel, dont celui de la paix est le seul décerné à Oslo, se poursuivra à Stockholm avec la remise du prix d'économie lundi. Les autres distinctions ont honoré cette année : les chercheurs Fred Ramsdell, Mary Brunkow et Shimon Sakaguchi en médecine ; John Clarke, John M. Martinis et Michel Devoret en physique ; Susumu Kitagawa, Richard Robson et Omar M. Yaghi en chimie ; et l'écrivain hongrois László Krasznahorkai pour la littérature.
Chaque Nobel est assorti d'un diplôme, d'une médaille d'or et d'une dotation de 11 millions de couronnes suédoises, soit environ un million d'euros.

L'opposante vénézuélienne Maria Corina Machado, lors d'une manifestation à Caracas le 28 août 2024. / AFP.

L'épouse de Donald Trump s'est exprimée hier face à la presse, depuis la Maison Blanche. /AFP

Enfants ukrainiens : Melania Trump à la manœuvre

L'épouse du président américain Donald Trump, Melania, a annoncé hier avoir établi « un canal de communications » avec le chef de l'État russe Vladimir Poutine sur la question des enfants ukrainiens que Kiev accuse Moscou d'avoir enlevés.
« Le président Poutine et moi-même avons ouvert un canal de communications sur le bien-être de ces enfants », a déclaré Melania Trump à des journalistes à la Maison-Blanche, précisant que c'était à la suite d'une lettre de sa part remise par son mari au président russe lors de leur sommet en Alaska en août.

Huit enfants ont retrouvé leur famille

« Beaucoup de choses se sont produites depuis que le président russe a reçu ma lettre en août. Il a répondu par écrit en montrant qu'il était disposé à nouer le contact avec moi directement et en présentant des détails au sujet des enfants ukrainiens habitant en Russie », a-t-elle dit à la presse l'ancienne mannequin d'origine slovène, évoquant « plusieurs réunions et appels officieux, tous en toute bonne foi ».
« En fait, huit enfants ont retrouvé leur famille au cours des dernières 24 heures », a-t-elle révélé, ajoutant que l'un d'entre eux avait été déplacé par les combats et revenait d'Ukraine en Russie. L'Ukraine réclame le retour de près de 20 000 mineurs « déportés ou déplacés de force » en Russie depuis 2022, motif pour lequel Vladimir Poutine est visé par un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI). Moscou nie fermement ces accusations.

Cessez-le-feu à Gaza : comment l'accord se met en place sur le terrain ?

Le cessez-le-feu entre Israël et le Hamas, entré en vigueur vendredi matin, marque la première accalmie en deux ans de guerre.

Deux ans après le déclenchement du conflit à Gaza, une trêve est enfin entrée en vigueur ce vendredi 10 octobre. Annoncé la veille au Caire après quatre jours de négociations indirectes entre Israël et le Hamas, l'accord de cessez-le-feu, soutenu par les États-Unis, amorce une première phase de retrait israélien et la libération d'otages contre des prisonniers palestiniens.

■ Les premiers signes d'un retrait progressif

Selon l'armée israélienne, ses troupes ont commencé à se repositionner hors de plusieurs secteurs de la bande de Gaza, notamment à Gaza-ville et Khan Younès, au sud du pays. Ce retrait s'effectue dans le cadre du « plan Trump », qui prévoit un désengagement par étapes, la libération des otages encore détenus, puis un processus politique de transition sous supervision internationale.
À ce stade, Israël conserve le contrôle d'environ 53 % du territoire. L'armée a toutefois prévenu que certaines zones restaient « extrêmement dangereuses », en raison de la présence de mines et d'engins explosifs non désamorcés. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a salué une « première étape décisive », tout en promettant de « garantir la sécurité d'Israël » jusqu'à la libération des derniers captifs. Sur les 48 otages officiellement recensés, vingt sont encore en vie, selon le gouvernement israélien. En échange, Israël doit libérer 250 détenus pour raisons de sécurité et 1 700 Palestiniens arrêtés depuis octobre 2023. La période de 72 heures prévue pour les échanges a débuté vendredi matin.

■ Un territoire ravagé et des retours massifs

La trêve a immédiatement provoqué d'importants mouvements de population à l'intérieur du territoire. Des milliers de Palestiniens déplacés ont commencé à regagner leurs quartiers d'origine, souvent réduits à l'état de ruines. D'après les autorités palestiniennes et les agences humanitaires, la quasi-totalité des infrastructures civiles – logements, hôpitaux, réseaux d'eau et d'électricité – ont été gravement endommagées.
Le ministère du Développement allemand estime que 90 à 92 % des bâtiments de Gaza sont aujourd'hui inhabitables. Face à cette situation, Berlin a annoncé vouloir coorganiser avec l'Égypte une conférence internationale pour la reconstruction du territoire. Le chancelier Friedrich Merz a promis 29 millions d'euros d'aide humanitaire supplémentaire et l'envoi immédiat de 850 logements temporaires.
L'objectif affiché par cette conférence sera de rétablir en priorité les réseaux d'eau, d'énergie et de santé, dans un territoire où les besoins vitaux sont jugés « extrêmes » par les organisations internationales.

90 à 92 % des bâtiments de Gaza seraient aujourd'hui inhabitables.

Des milliers de Palestiniens déplacés ont repris la route pour regagner leurs maisons. / AFP - EYAD BABA

■ Les incertitudes d'un plan fragile

Le cessez-le-feu s'inscrit dans un plan plus large de vingt points présenté par le président américain fin septembre. Celui-ci prévoit, au-delà du cessez-le-feu, le désarmement du Hamas, le retrait complet d'Israël et la mise en place d'une autorité de transition formée de technocrates sous supervision internationale.
Mais les divergences demeurent profondes. Le Hamas refuse tout désarmement et réclame un retrait total et immédiat des troupes israéliennes. À l'inverse, Benjamin Netanyahu insiste pour maintenir une présence militaire dans la majeure partie du territoire tant que le mouvement islamiste conserve des capacités armées.
Cette impasse politique laisse planer le doute sur la durée réelle de la trêve. Les diplomaties américaine et égyptienne s'emploient désormais à transformer cette accalmie en processus durable. Donald Trump a annoncé son intention de se rendre au Moyen-Orient dimanche, espérant assister dès lundi à la libération complète des otages.
L.S.

« La balle est maintenant dans le camp du Hamas »

Frédéric Encel

Géopolitologue

Que pensez-vous de l'accord de cessez-le-feu trouvé ? Peut-il vraiment ouvrir la voie à une paix durable ?
Il ne faut pas confondre cessez-le-feu et traité de paix. Un cessez-le-feu n'implique pas un règlement politique : il suspend les combats, c'est tout. Cela dit, sans cessez-le-feu, aucun processus politique ne peut débuter. Il faut donc s'en réjouir.

Pensez-vous qu'il sera appliqué ?
Cela dépend uniquement de ce qu'il reste du Hamas et de sa volonté. Côté israélien, Netanyahou a atteint ses objectifs militaires : il conserve une présence à Gaza, notamment à la frontière égyptienne, et obtient la libération des otages et des corps. En échange, le Hamas devrait se démilitariser, ce qu'il refuse encore. Mais cette fois, il subit une pression inédite, non seulement des États-Unis, mais aussi – et surtout – des pays arabes, y compris la Turquie.

Et ça change tout ?
Oui, si même Erdogan soutient la démilitarisation du Hamas, c'est un signal fort. Le groupe islamiste a perdu la guerre militairement, diplomatiquement, et politiquement. Mais il reste une inconnue : certains éléments du Hamas pourraient choisir l'option apocalyptique, celle du fanatisme jusqu'au bout.

Qui pourrait gérer la bande de Gaza à terme ?
Seule l'Autorité palestinienne, même remaniée, peut assumer ce rôle. Gaza est peuplée à 100 % de Palestiniens. Or aucun pays – ni les États-Unis, ni les Européens, ni les États arabes – ne veut apparaître comme occupant d'un champ de ruines infesté de tunnels. Il faut revenir à la solution des deux États, avec une Palestine démilitarisée. C'est d'ailleurs ce qu'appellent de leurs vœux Emmanuel Macron et, plus discrètement, le plan Trump. Il n'y a pas d'autre issue.

Une telle solution peut-elle être acceptée par l'opinion israélienne ?
Pas sous le terme d'»État palestinien», qui effraie. Mais une large autonomie démilitarisée, oui, c'est envisageable. Surtout si l'extrême droite israélienne est affaiblie aux prochaines élections. Netanyahou pourrait alors reformer une coalition centriste, comme en 2009.

Et côté palestinien ? Comment reconstruire un État ruiné, sans armée, et lâché par les pays arabes ?
L'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis ont tout intérêt à reconstruire Gaza. Parce qu'ils veulent contenir deux menaces : l'Iran chiite et les Frères musulmans, dont le Hamas est une émanation. Ils s'impliqueront à fond, pour empêcher notamment la Turquie de gagner de l'influence dans la région. Cette convergence entre Israël, les puissances arabes et les Occidentaux est inédite.

Donc tout dépend désormais du Hamas ?
Exactement. Netanyahou n'a aucune raison de refuser un accord qui lui permet de rapatrier les otages. Le reste dépend du Hamas : s'il accepte de déposer les armes, un processus politique pourra s'enclencher. Mais s'il choisit le chaos, alors tout s'effondrera. La balle est dans son camp.

** Auteur de La guerre mondiale n'aura pas lieu, aux éditions Odile Jacob*
Lucas Serdic